

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2009/203188]

## Sélection comparative de gestionnaires de dossiers pensions d'expression néerlandaise. — Résultat

La sélection comparative de gestionnaires de dossiers pensions (m/f) (niveau C), d'expression néerlandaise, pour le SdPSP (Service des Pensions du Secteur public) (ANG08892) a été clôturée le 2 juillet 2009.

Le nombre de lauréats s'élève à 27.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Uitslagen

[2009/203188]

## Vergelijkende selectie van Nederlandstalige dossierbeheerders pensioenen. — Uitslag

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige dossierbeheerders pensioenen (m/v) (niveau C) voor de PDOS (Pensioendienst voor de Overheidssector) (ANG08892) werd afgesloten op 2 juli 2009.

Er zijn 27 geslaagden.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2009/203191]

## Sélection comparative de médecin conseil pour les demandes médicales de régularisation de séjour, d'expression néerlandaise. — Résultat

La sélection comparative de médecin conseil pour les demandes médicales de régularisation de séjour (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SPF Intérieur - Office des Etrangers (ANG09828) a été clôturée le 3 juillet 2009.

Le nombre de lauréats s'élève à 1.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2009/203191]

## Vergelijkende selectie van Nederlandstalige geneesheer-adviseur voor medische aanvragen tot regularisatie van verblijf. — Uitslag

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige geneesheer-adviseur voor medische aanvragen tot regularisatie van verblijf (m/v) (niveau A) voor de FOD Binnenlandse Zaken - Dienst Vreemdelingenzaken (ANG09828) werd afgesloten op 3 juli 2009.

Er is 1 geslaagde.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00462]

## 29 MAI 2009. — Circulaire relative à l'identification d'étrangers en séjour irrégulier

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la Police locale

A M. le Commissaire général de la Police fédérale

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux

A Mesdames et Messieurs les Procureurs du Roi

Madame, Monsieur,

## 1. Objectif

La présente circulaire vise en premier lieu à clarifier et à expliquer les procédures existantes.

La circulaire entend accélérer l'identification et l'éloignement d'étrangers en séjour irrégulier. Cet objectif pourra être réalisé grâce à une collaboration plus efficace entre les services de police, les services communaux et l'Office des Etrangers (OE). En effet, souvent, les services de police et les services communaux possèdent déjà des informations ou peuvent trouver des informations qui permettent de mieux identifier ou de mieux constater la nationalité d'un étranger qui est intercepté alors qu'il se trouve en séjour irrégulier. Une identification plus précise et plus rapide permet de raccourcir la durée de séjour passé dans un centre fermé et de réaliser un éloignement effectif.

La présente circulaire sert également de guide pour les services de police et les services communaux : elle spécifie les informations dont l'OE a besoin dans le cadre de la procédure d'identification.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00462]

## 29 MEI 2009. — Omzendbrief betreffende de identificatie van onregelmatig verblijvende vreemdelingen

Dames en Heren Burgemeesters

Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie

Mijnheer de Commissaris-Generaal van de Federale Politie

Ter informatie :

Dames en Heren Procureurs-Generaal

Dames en Heren Procureurs des Konings

Mevrouw, Mijnheer,

## 1. Doel

Deze omzendbrief wil in de eerste plaats bestaande procedures verduidelijken en duiden.

De omzendbrief beoogt de bespoediging van de identificatie en verwijdering van vreemdelingen in onregelmatig verblijf. Een efficiënter samenwerking tussen de politiediensten, gemeentediensten en de Dienst Vreemdelingenzaken zal het mogelijk maken deze doelstelling te realiseren. Het blijkt immers dat politie- en gemeentediensten regelmatig over informatie beschikken of kunnen vinden die tot een betere identificatie of vaststelling van de nationaliteit van de aangetroffen vreemdeling in onregelmatig verblijf kunnen leiden. Door een snellere en betere identificatie wordt de verblijfsduur van een vreemdeling in een gesloten centrum verkort en diens effectieve verwijdering gerealiseerd.

Dit is tevens een handleiding voor politiediensten en de gemeentebesturen, waarbij gewezen wordt op de voor DVZ noodzakelijke informatie in het kader van de identificatieprocedure.

## 2. Introduction

Il s'avère impossible d'éloigner de nombreuses personnes en séjour irrégulier. De plus, elles reçoivent chaque fois un nouvel ordre de quitter le territoire auquel elles ne donnent pas souvent suite. Cette situation constitue l'une des plus grandes frustrations que les services de police, les instances judiciaires et l'OE connaissent dans leur travail de tous les jours. Le nombre limité de places dans les centres fermés constitue également un obstacle à l'exécution de la mesure d'éloignement forcé. En outre, il n'est pas possible d'identifier ou d'éloigner dans les délais prescrits par la loi tous les étrangers qui font l'objet d'une mesure d'enfermement administratif en vue du retour dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. Par conséquent, ces personnes finissent par être libérées des centres fermés et se font ensuite à nouveau arrêter par les services de police, car les délais d'enfermement dans le cadre de la législation sur les étrangers sont limités.

Cette situation est encore plus grave lorsque l'étranger cause des nuisances ou représente une menace actuelle pour l'ordre public ou la sécurité nationale ou (re)tombe dans la criminalité. Or, il est fort probable que ces personnes récidivent puisqu'elles ne possèdent pas de sources légales de revenus et qu'elles tentent de trouver d'autres solutions pour subsister. Elles sont alors de nouveau confrontées à la police, la justice et/ ou à l'OE.

### 3. Identification et éloignement :

#### a. problèmes

La principale difficulté est que l'Office des Etrangers ne peut pas se contenter de mettre dans un avion les personnes en séjour irrégulier pour les renvoyer dans leur pays d'origine. En effet, elles doivent être en possession des documents de voyage ou d'identité requis.

Le type de document à utiliser pour pouvoir retourner dans son pays diffère en fonction du pays d'origine. Si l'étranger n'est pas en possession des documents nécessaires, l'Office des Etrangers doit demander une autorisation préalable ou un document de remplacement (appelé « laissez-passer ») à la représentation diplomatique ou consulaire compétente. L'étranger ne pourra donc retourner dans ce pays qu'une fois cette condition remplie.

Dans certains cas, l'étranger peut également obtenir un droit de séjour dans un pays tiers (par exemple, un autre Etat UE). Cependant, si l'étranger n'est pas en possession des documents de voyage nécessaires et de documents de séjour valables pour ce pays tiers, il faudra également obtenir une autorisation préalable.

Une autre difficulté rencontrée par l'OE est que chaque pays d'origine possède ses propres règles en matière d'identification.

Ainsi, certains pays identifient une personne sur la base de sa nationalité (quel que soit son nom); les agents consulaires peuvent constater que l'étranger est originaire de leur pays sur la base d'une interview (façon de parler, accent, ...).

D'autres pays identifient une personne uniquement sur la base de son identité. Dans ce cas, il faut collecter un maximum d'informations qui peuvent servir à constater son identité. Plus l'Office des Etrangers dispose d'informations, plus il lui sera facile d'identifier éventuellement la personne et de l'éloigner par la suite.

#### b. points importants pour les services de police

Pour toutes ces raisons, il est capital de rassembler un maximum d'informations sur l'identité et sur la nationalité de l'étranger ainsi que tous les indices éventuels permettant de l'identifier ou de l'éloigner.

### 4. Base légale :

#### a. ordre de quitter le territoire

Un étranger en séjour irrégulier peut faire l'objet d'un ordre de quitter le territoire conformément à l'article 7 ou 27 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers sur le territoire belge. Si l'étranger concerné a une procédure d'asile en cours ou a déjà introduit une demande d'asile, il peut invoquer les articles 74/6, 51/5, § 1 et 51/5 § 3 (procédure « Dublin » : procédure d'asile dans un autre pays de l'UE) de cette même loi.

#### b. enfermement administratif

Ces articles de loi prévoient que l'OE peut procéder à un enfermement administratif en vue de la réalisation forcée de l'ordre de quitter le territoire. Les délais d'enfermement prévus par la loi sont limités dans le temps (de 1 à 2 mois jusqu'à 5 à 8 mois dans des conditions vraiment exceptionnelles). D'où la nécessité de communiquer le plus rapidement possible toutes les informations pertinentes à l'Office des Etrangers.

## 2. Inleiding

Eén van de grootste frustraties binnen de dagelijkse werking van politiediensten, de gerechtelijke instanties en de Dienst Vreemdelingenzaken is dat vele onregelmatig verblijvende personen niet effectief kunnen verwijderd worden en telkens opnieuw in het bezit worden gesteld van een bevel om het grondgebied te verlaten, waaraan zij dikwijls geen gevolg geven. Het beperkte aantal plaatsen in de gesloten centra heeft ook tot gevolg dat een opgelegde gedwongen verwijderingsmaatregel niet steeds uitgevoerd kan worden. Bovendien kunnen niet alle vreemdelingen, die het voorwerp uitmaken van een administratieve opsluitingsmaatregel met het oog op de terugkeer in hun herkomstland of een derde land, binnen de wettelijk voorziene termijnen geïdentificeerd of verwijderd worden. Dit heeft tot gevolg dat deze personen na verloop van tijd weer worden vrijgesteld vanuit de gesloten centra en opnieuw door de politiediensten worden aangetroffen. De opsluitings-termijnen in het kader van de vreemdelingenwetgeving zijn immers beperkt.

Dit is des te erger indien de vreemdeling voor overlast zorgt of een actuele bedreiging voor de openbare orde of de nationale veiligheid betekent of (terug) in de criminaliteit belandt. De kans op recidive bij deze personen is namelijk zeer groot, gezien zij geen legale bronnen van inkomsten bezitten en op alternatieve manier proberen te overleven, waardoor zij opnieuw in aanraking met politie, gerecht en/of DVZ komen.

### 3. Identificatie en verwijdering :

#### a. knelpunten

Het grootste knelpunt is dat de Dienst Vreemdelingenzaken niet zo maar iemand in onregelmatig verblijf in een vliegtuig kan zetten, opdat hij zou vertrekken naar zijn herkomstland. Daarvoor dient betrokkene in het bezit te zijn van de noodzakelijke reis- of identiteitsdocumenten.

Al naargelang het herkomstland is het soort document, waarmee de persoon terug mag, verschillend. Indien de vreemdeling niet in het bezit is van de noodzakelijke documenten, dient de Dienst Vreemdelingenzaken aan de bevoegde diplomatieke of consulaire vertegenwoordigingen een voorafgaande reistoestemming of een vervangend reisdocument (het « laissez-passer ») te vragen. Enkel indien deze voorwaarde is voldaan, zal de vreemdeling naar zijn herkomstland terug kunnen keren.

In sommige gevallen kan de vreemdeling ook recht op verblijf in een derde land hebben (vb. andere EU-lidstaat). Ook voor een terugkeer in deze landen is een voorafgaand akkoord noodzakelijk, als de vreemdeling niet in het bezit is van de nodige reisdocumenten en voor dit derde land geldige verblijfsdocumenten.

Een bijkomend knelpunt is dat elk herkomstland eigen regels heeft op basis waarvan de vreemdeling wordt geïdentificeerd.

Sommige landen identificeren op basis van de nationaliteit (ongeacht de naam die de vreemdeling gebruikt); de consulaire ambtenaren kunnen op basis van het interview met de vreemdeling (taalgebruik, accenten, ...) vaststellen dat de vreemdeling van hun land afkomstig is.

Andere landen identificeren enkel op basis van de identiteit – in dergelijke situaties is het noodzakelijk zo veel mogelijk informatie te verzamelen, die van nut kan zijn bij de vaststelling van de identiteit. Hoe meer gegevens de Dienst Vreemdelingenzaken ter beschikking heeft, hoe gemakkelijker een eventuele identificatie en daaropvolgende verwijdering verwezenlijkt kunnen worden.

#### b. aandachtspunten voor de politiediensten

Het is daarom van essentieel belang om zo veel mogelijk informatie te verzamelen over de identiteit en de nationaliteit van de vreemdeling, alsook omtrent alle mogelijke aanwijzingen die tot een effectieve identificatie of verwijdering kunnen leiden.

### 4. Wettelijke basis :

#### a. bevel om het grondgebied te verlaten

Een vreemdeling in onregelmatig verblijf kan het voorwerp uitmaken van een bevel om het grondgebied te verlaten op basis van artikel 7 of 27 van de wet van 15 december 1980, betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen op het Belgisch grondgebied. Indien deze vreemdeling een asielprocedure doorloopt of heeft doorlopen, kunnen artikel 74/6, artikel 51/5, § 1 en artikel 51/5 § 3 (Dublin-procedure – asielprocedure in ander land van de EU) van dezelfde wet ingeroepen worden.

#### b. administratieve opsluiting

Deze artikels van de wet stellen DVZ in staat om een administratieve opsluiting met het oog op de gedwongen uitvoering van het bevel om het grondgebied te verlaten te bewerkstelligen. De opsluitingstermijnen die in de wet voorzien zijn, zijn in de tijd beperkt (van 1 of 2 maanden tot – in zeer uitzonderlijke omstandigheden – 5 tot 8 maanden). Het is daarom zeer belangrijk dat alle nuttige informatie zo snel mogelijk ter beschikking van de Dienst Vreemdelingenzaken staat.

## c. gestion des informations

L'article 30bis de la loi du 15 décembre 1980 est également une disposition légale importante. Cet article permet notamment à l'Office des Étrangers et aux services de police d'enregistrer et de conserver les données biométriques de l'étranger. Cet article énumère également les catégories d'étrangers concernées. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, l'Office des Étrangers possède une banque de données reprenant les empreintes digitales de tous les étrangers contrôlés par la police depuis cette date, qui ont été interceptés alors qu'ils se trouvaient en séjour irrégulier sur le territoire belge.

## d. points importants pour les services de police

Il est particulièrement important de prélever systématiquement les empreintes digitales de ces étrangers et de les communiquer au Service d'identification judiciaire (S.I.J.) de la Police fédérale, qui doit les transmettre à son tour au service Printrak de l'Office des Étrangers (même si l'étranger a déjà été mis en possession d'un simple ordre de quitter le territoire) pour continuer à alimenter cette banque de données et constater une éventuelle récurrence de séjour illégal sous des identités différentes. Ces fiches d'empreintes digitales peuvent aussi être envoyées directement au format papier au service Printrak. Les empreintes digitales peuvent également s'avérer très utiles pour constater l'identité dans le pays d'origine.

## 5. Méthodes d'identification :

Si l'étranger se trouve en séjour irrégulier (et que la procédure d'asile a été clôturée) et n'est pas en possession des documents requis pour retourner dans son pays d'origine ou dans un pays tiers, l'Office des Étrangers se met en contact avec la représentation diplomatique ou consulaire compétente ou le service public central compétent dans le pays d'origine ou dans le pays tiers pour obtenir ces documents.

La procédure et les informations demandées sont différentes dans chaque pays. Plus l'OE a d'informations à sa disposition, plus il y a de probabilités qu'il puisse identifier l'étranger (et moins il y a de risques que l'intéressé finisse tout simplement par être libéré). Pour que vous puissiez vous faire une idée des informations demandées, voici une liste non exhaustive du type de données demandées :

- nom + prénoms de l'étranger;
- lieu et date de naissance de l'étranger;
- alias;
- dernière(s) adresse(s) connue(s) de l'étranger dans le pays d'origine;
- nom + prénoms des parents, du conjoint/du partenaire et des enfants de l'étranger;
- lieu et date de naissance des parents, du conjoint/du partenaire et des enfants;
- dernière(s) adresse(s) connue(s) des parents, du conjoint/du partenaire et des enfants;
- statut de séjour de l'étranger, de ses parents, de son partenaire et de ses enfants en Belgique ou dans un pays tiers;
- données d'identité + éventuellement adresse, statut de séjour et coordonnées d'amis et de connaissances,...;
- signature de l'étranger concerné;
- empreintes digitales de l'étranger concerné (parfois sous une forme spécifique);
- photos d'identité de l'étranger concerné (noir et blanc ou couleur);
- numéros de téléphone utilisés dans le pays d'origine;
- faits connus contre l'ordre public, condamnations,... (mentionner les faits et la peine);
- date depuis laquelle l'étranger séjourne en Belgique;
- documents dont l'étranger est en possession : passeport, passeport de service, passeport diplomatique, carte d'identité, carte d'identité consulaire, permis de séjour, visa pour la Belgique ou pour un autre pays, permis de conduire, livret militaire, acte de naissance, carnet de mariage, acte de décès, certificat de domicile, certificat de célibat, certificat d'études, diplômes, carte d'assurance, abonnement aux transports en commun, carte de membre d'un parti, carte de membre d'une association... (ces documents sont acceptés même s'ils ne sont plus valables et même si ce ne sont pas les originaux); devises; il est cependant important de disposer d'une copie complète du document (en effet, les cachets, le visa, les annotations,... qui figurent sur le document peuvent être décisifs pour déterminer la destination finale de l'étranger);

## c. informatiebeheer

Een andere belangrijke wettelijke bepaling, die essentieel is voor de identificatie van een vreemdeling, is artikel 30bis van de wet van 15 december 1980. Dit artikel stelt o.a. de Dienst Vreemdelingenzaken en de politiediensten in de mogelijkheid biometrische gegevens van de vreemdeling te nemen en te bewaren. Het artikel bepaalt ook voor welke categorieën van vreemdelingen deze mogelijkheid bestaat. Sinds 1 januari 2008 heeft de Dienst Vreemdelingenzaken een databank met de vingerafdrukken van alle sedert die datum door de politiediensten gecontroleerde vreemdelingen, waarvoor een onregelmatig verblijf op het Belgisch grondgebied is vastgesteld.

## d. aandachtspunten voor de politiediensten

Het is zeer belangrijk dat de vingerafdrukken van deze vreemdelingen in onregelmatig verblijf steeds genomen worden en systematisch bezorgd worden aan de Gerechtelijke Identificatiedienst (G.I.D.) van de Federale Politie, die ze op haar beurt aan de dienst Printrak van de Dienst Vreemdelingenzaken moet bezorgen, zelfs al wordt de vreemdeling in het bezit gesteld van een gewoon bevel om het grondgebied te verlaten, opdat deze databank verder gevoed wordt en eventuele recidive van illegaal verblijf onder verschillende identiteiten kan vastgesteld worden. Deze vingerafdrukfiches kunnen ook in papierform rechtstreeks aan de dienst Printrak bezorgd worden. Vingerafdrukken kunnen ook een belangrijk hulpmiddel bij de vaststelling van de identiteit in het herkomstland zijn.

## 5. Hoe kan een vreemdeling geïdentificeerd worden :

Indien een vreemdeling in onregelmatig verblijf is (en de asielprocedure is afgesloten), en niet in het bezit is van de nodige documenten die hem in staat stellen naar zijn herkomstland of een derde land terug te keren, zal de Dienst Vreemdelingenzaken contact opnemen met de bevoegde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging, of met de bevoegde centrale overheidsdienst van het herkomstland of het derde land, teneinde deze documenten te verkrijgen.

Voor elk land is de procedure verschillend en zijn de gevraagde informatie verschillend. Over hoe meer informatie DVZ beschikt, des te meer mogelijkheden er bestaan om betrokkene te identificeren (en hoe minder kans er bestaat, dat betrokkene onverrichter-zake vrijgesteld dient te worden). Om u een idee te geven welke informatie gevraagd kan worden, vindt u hier een niet-exhaustieve lijst :

- naam + voornamen van de vreemdeling;
- geboorteplaats en geboortedatum van de vreemdeling;
- aliasnamen;
- laatst gekende adres(sen) van de vreemdeling in het herkomstland;
- naam + voornamen van de ouders, de echtgenoot/partner, de kinderen van de vreemdeling;
- geboorteplaats en geboortedatum van de ouders, de echtgenoot/partner, de kinderen;
- laatst gekende adres(sen) van de ouders, de echtgenoot/partner, de kinderen;
- verblijfsstatuut van vreemdeling, ouders, partner, kinderen in België of in een derde land;
- identiteitsgegevens van vrienden en kennissen + eventuele adressen, verblijfsstatuut, contactgegevens,...;
- handtekening van betrokken vreemdeling;
- vingerafdrukken van betrokken vreemdeling (soms in specifieke vormgeving);
- pasfoto's van de betrokken vreemdeling (zwart-wit of kleur);
- gebruikte telefoonnummers uit het herkomstland;
- gekende feiten tegen de openbare orde, veroordelingen,... (welke feiten, strafmaat);
- sinds wanneer verblijft vreemdeling in België;
- welke documenten in bezit : paspoort, dienstpaspoot, diplomatiek paspoort, identiteitskaart, consulaire identiteitskaart, verblijfsvergunning, visum voor België of andere landen, rijbewijs, militair zakboekje, geboorteakte, huwelijksakte, overlijdensakte, attest van woonst, attest van celibaat, studieattest, diploma's, verzekeringskaart, abonnement openbaar vervoer, partijlidkaart, lidmaatschapskaart van verenigingen,... (al dan niet vervallen, al dan niet origineel); buitenlands geld; het is belangrijk het volledige document te kopiëren (stempels, visa, notities,... op het document kunnen van groot belang zijn om de uiteindelijke bestemming van de vreemdeling te kunnen bepalen);

- décisions dont l'étranger est en possession : décisions de l'OE ou d'autres services belges; décisions d'administrations étrangères (qui peuvent indiquer qu'un droit de séjour ou une procédure d'asile a été refusé ou approuvée en Belgique ou dans un autre pays);
- signes physiques particuliers de l'étranger (cicatrices sur le visage...);
- langue(s) que l'étranger sait parler/écrire...

En cas d'arrestation administrative, il est important de remettre au centre fermé les originaux ou de remettre à l'OE au moins une copie des documents (si possible, une photocopie couleur ou une version scannée qui peut être envoyée par courrier électronique) lorsque ces documents sont saisis. En cas de saisie, il est important de mentionner le Parquet et le magistrat compétents pour le dossier (+ mentionner l'éventuel numéro de procès-verbal et/ou de numéro de dossier au greffe).

6. Comment les services de police et les administrations communales peuvent-ils aider l'OE dans le cadre de la procédure d'identification ?

a. Un premier outil de travail important : le rapport administratif

Lorsqu'un étranger est appréhendé par un service de police, il est essentiel de compléter les différentes rubriques du rapport administratif concernant l'identité et la nationalité et concernant la « situation » de l'étranger (1). Plus ce rapport est complet, plus la procédure d'identification peut être simplifiée, surtout dans les cas d'étrangers illégaux qui ne sont pas connus de l'OE. Si l'étranger est en possession de certains documents, il est important d'en ajouter une copie au rapport administratif même s'il est impossible de vérifier leur authenticité, car ils peuvent constituer une indication pour la nationalité et l'identité de l'étranger.

Ces documents ne doivent pas nécessairement être des documents d'identité (passeport, cartes d'identité, permis de séjour, ...), comme indiqué au point 5. Il est également important de noter dans le rapport administratif des éléments sur la situation physique et psychique ou sur la grossesse (2).

Dans le passé, l'absence de certains éléments d'informations essentiels a déjà conduit à des libérations immédiates d'étrangers après leur arrivée dans le centre fermé.

b. points importants pour les services de police

Par la présente, nous souhaitons sensibiliser une nouvelle fois les services de police à l'optimisation de ce rapport administratif. Cette initiative permettra d'épargner d'éventuelles frustrations, tant au sein des services de police que des centres fermés ou des bureaux d'exécution de l'OE.

Vous trouverez ci-dessous quelques astuces qui permettent d'éviter ces frustrations :

- Lorsque vous photocopiez un passeport, photocopiez toujours toutes les pages sur lesquelles figurent des cachets et des visas; s'il manque des photocopies, de mauvaises décisions peuvent être prises et donner lieu à une libération;
- Joignez des photocopies de tous les documents que possède l'étranger; un document peut prouver un droit de séjour dans un pays tiers;
- Si le juge d'instruction demande une perquisition, dans le cadre de sa mission d'investigation, il peut estimer utile que la police rassemble des informations et recherche des éléments établissant l'identité exacte de l'étranger; ces informations peuvent être essentielles pour la suite de l'enquête menée par le juge d'instruction. Par la même occasion, la police peut trouver d'autres informations qui peuvent être utiles pour l'identification ou l'éloignement de l'étranger. Moyennant l'accord du juge d'instruction, les informations relatives à l'identité et à la nationalité peuvent aussi être transmises à l'OE. Finalement, l'étranger sera tout de même mis à la disposition de l'OE, que ce soit ou pas après une peine de prison ou après un mandat d'arrestation. La communication de ces informations se fait conformément aux dispositions de l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, qui confie à la police la mission de veiller au respect des dispositions de la loi sur les étrangers (notamment concernant la légalité du séjour et l'établissement de l'identité ainsi que de la nationalité à cet effet);

- welke beslissingen in bezit : beslissingen DVZ of andere Belgische diensten; beslissingen van buitenlandse administraties (kunnen wijzen op – al dan niet geannuleerd – verblijfsrecht of asielpprocedure in België of ander land);
- de fysieke kenmerken van de vreemdeling (stamlittekens op aangezicht,...);
- de taal/talen die betrokken vreemdeling spreekt/schrijft;...

Het is belangrijk dat de originelen van de documenten bij administratieve aanhouding van de vreemdeling mee gegeven worden naar het gesloten centrum, of toch minstens een kopie (indien mogelijk een kleurenkopie of een ingescande versie die elektronisch kan verzonden worden) aan DVZ wordt bezorgd indien deze documenten in beslag worden genomen. Bij inbeslagname is het belangrijk te vermelden welk parket en welke magistraat bevoegd is voor het dossier (+ mededeling van eventueel proces-verbaal-nummer en/of griffiedossiernummer).

6. Hoe kunnen de politiediensten en de gemeentebesturen de DVZ helpen bij de identificatieprocedure ?

a. Een eerste belangrijk werkinstrument : het administratief rapport :

Als een vreemdeling door een politiedienst wordt aangehouden, is het essentieel de verschillende rubrieken – zowel m.b.t. de identiteit en nationaliteit als m.b.t. de «toestand» van de vreemdeling – van het administratief rapport in te vullen (1). Hoe meer informatie dit rapport bevat, hoe gemakkelijker een identificatieprocedure kan worden – zeker in die gevallen van illegale vreemdelingen die niet gekend zijn bij DVZ. Indien de vreemdeling documenten bij heeft – zelfs al kan niet vastgesteld worden of deze documenten echt zijn -, is het belangrijk een kopie van deze documenten toe te voegen aan het administratief rapport, omdat deze een aanwijzing kunnen vormen voor de nationaliteit en de identiteit van de vreemdeling.

Deze documenten hoeven dus niet noodzakelijk om identiteitsdocumenten (paspoort, identiteitskaart, verblijfsvergunning, ...) te gaan, zoals in punt 5 aangeduid is. Het is ook belangrijk elementen m.b.t. de fysieke en psychische toestand of m.b.t. de zwangerschap op het administratief rapport te vermelden (2).

Het ontbreken van een aantal noodzakelijke elementen van informatie, hebben in het verleden al geleid tot onmiddellijke vrijlatingen na aankomst in het gesloten centrum.

b. aandachtspunten voor de politiediensten

We willen bij deze de politiediensten nogmaals sensibiliseren voor een efficiënt gebruik van dit administratief rapport. Dit kan eventuele frustraties – zowel bij politiediensten als gesloten centrum of uitvoeringsdienst van DVZ – vermijden.

Hier onder vindt u enkele tips die dergelijke frustraties kunnen vermijden :

- Kopieer steeds alle bladzijden van een paspoort, waarop stemfels en visa staan; bij onvolledige kopieën kunnen verkeerde beslissingen genomen worden, die tot vrijstelling kunnen leiden;
- Zend een kopie van alle documenten mee die u bij de vreemdeling aantreft; een bepaald document kan toch wijzen op een recht op verblijf in een derde land;
- Indien de onderzoeksrechter beslist tot huiszoeking, kan hij vanuit zijn onderzoeksopdracht oordelen dat het nuttig is dat de politie informatie verzamelt en elementen zoekt die wijzen op de correcte identiteit van de vreemdeling; deze informatie kan essentieel zijn voor de verdere stappen die de onderzoeksrechter in het kader van zijn onderzoeksopdracht zal ondernemen. Tegelijkertijd kunnen hier ook inlichtingen gevonden worden die van nut kunnen zijn voor de identificatie of verwijdering van de vreemdeling. Indien de onderzoeksrechter hier zijn akkoord voor geeft, kan de informatie m.b.t. de identiteit en nationaliteit ook aan DVZ bezorgd worden. Uiteindelijk – al dan niet na gevangenisstraf of aanhoudingsmandaat – zal de vreemdeling toch ter beschikking van DVZ komen. De overdracht van deze informatie komt tegemoet aan de bepalingen van artikel 21, lid 1 van de wet op het politieambt van 5 augustus 1992, waarbij aan de politie gevraagd wordt te houden op de bepalingen van de vreemdelingenwet (o.a. met betrekking tot legaliteit van het verblijf en het determineren van de identiteit en de nationaliteit te dien einde);



- Si vous avez recours aux services d'un interprète pour auditionner l'étranger, veuillez demander à cet interprète si l'accent ou la façon de parler de l'étranger peut lui permettre de déterminer de quel pays il pourrait être originaire; cet élément peut accélérer un dossier d'identification. Il arrive en effet que l'étranger change subitement de nationalité ou d'identité pendant son séjour dans un centre fermé, afin de mettre l'OE sur une mauvaise piste. Les indications relatives à la nationalité peuvent accélérer la procédure d'identification; étant donné que les délais d'enfermement sont courts, tout gain de temps peut se révéler d'une importance capitale pour pouvoir clôturer un dossier d'identification sur un résultat positif.

Le rapport administratif doit également comprendre les coordonnées exactes et complètes du fonctionnaire de police compétent qui est responsable du suivi du dossier. L'OE peut ainsi contacter cette personne en cas de besoin dans le cadre de la procédure d'identification ou d'éloignement.

#### 7. Informations relatives à la nationalité et à l'identité dans le cadre d'une enquête (information)

Il est également utile de transmettre à l'OE les données relatives à l'identité et à la nationalité de l'étranger qui ont été récoltées dans le cadre d'une enquête (information), quelle que soit la nature de cette enquête. En effet, l'étranger sera quand même confronté ultérieurement à l'une des Directions de l'OE à propos de sa situation de séjour. Il faut également transmettre à l'OE les (photocopies des) documents éventuels qui ont été trouvés ou produits lors de l'enquête, qui pourraient permettre de déterminer l'identité ou la nationalité de l'intéressé.

Il va de soi que le Parquet ou le juge d'instruction doit donner au service de police l'autorisation de transmettre ces informations, conformément aux dispositions légales garantissant la confidentialité de l'enquête(3). Le magistrat peut aussi, de sa propre initiative, donner l'instruction de transmettre ces informations à l'Office des Etrangers.

Voici un aperçu du type d'enquêtes que les services de police et/ou les communes peuvent mener pour obtenir des informations utiles pour identifier un étranger :

- Enquête relative aux intentions de mariage d'un étranger : en principe, pour pouvoir se marier (ou cohabiter), l'étranger doit présenter un certain nombre de documents au service de l'état civil ou rassembler certaines informations à la demande de ce service; ces documents peuvent être très utiles pour la procédure d'identification si l'étranger n'est pas autorisé à se marier;
- Enquête relative à la conclusion d'un mariage blanc : dans ce cadre, l'étranger devra normalement produire un certain nombre de preuves qui peuvent établir son identité et/ou sa nationalité;
- Enquêtes policières : pour des raisons d'ordre public, les étrangers appréhendés sont parfois en possession de leurs documents d'identité ou de voyage originaux ou d'autres documents qui peuvent constituer des indications pour déterminer leur identité et leur nationalité, telle que de la correspondance. En principe, ces documents sont remis au greffe du Parquet dans le cadre de l'enquête (information). Si l'étranger est libéré et mis à la disposition de l'OE et qu'il n'a pas (ou plus) droit au séjour en Belgique, il devra être éloigné du territoire belge. Toute indication permettant d'identifier l'intéressé et pouvant être communiquée sans nuire à la confidentialité de l'enquête peut s'avérer utile dans le cadre de l'exécution finale de la mesure d'éloignement. Les passeports et les cartes d'identité de l'étranger saisis dans le cadre de telles procédures doivent suivre l'étranger s'il est mis à la disposition de l'OE. Ce point est également important pour les relations avec les représentants diplomatiques et consulaires qui ne se montrent pas toujours très compréhensifs par rapport à la saisie de documents originaux qui appartiennent en réalité aux autorités du pays d'origine.

#### 8. Informations collectées pendant une enquête de voisinage :

L'inspecteur de quartier (mais également l'Office des Etrangers et les services de l'état civil) peut parfois disposer d'une mine d'informations sur la nationalité et l'identité d'un étranger, qui sont autant de sources précieuses pour l'OE.

Les contacts avec l'étranger lui-même (par exemple dans le cadre d'un contrôle à l'adresse après introduction d'une demande de régularisation ou d'une enquête sur les intentions de mariage) peuvent permettre d'obtenir ou de rassembler des informations relatives à la connaissance de la langue, aux documents d'identité, à la famille... Si le séjour de l'étranger est refusé, toutes ces informations peuvent être utiles pour identifier l'étranger.

- Indien u de vreemdeling met een tolk verhoort, gelieve aan deze tolk dan ook te vragen of hij uit het taalgebruik of accent kan opmaken uit welk land de vreemdeling afkomstig zou kunnen zijn; deze aanwijzing kan een identificatiedossier versnellen. Het gebeurt namelijk dat de vreemdeling opeens van nationaliteit en identiteit verandert tijdens zijn verblijf in het gesloten centrum, teneinde DVZ op een verkeerd spoor te brengen. Aanwijzingen m.b.t. nationaliteit kunnen de identificatieprocedure versnellen; gezien de korte opsluitingstermijnen kan elke tijdsinstaat van essentieel belang zijn, om een identificatiedossier positief af te kunnen sluiten.

Het is ook zeer belangrijk om de correcte en volledige contactgegevens van de bevoegde politieambtenaar, die instaat voor de verdere opvolging van het dossier, op het administratief verslag te vermelden. Dit geeft DVZ de mogelijkheid met deze persoon contact op te nemen indien dit in het kader van de identificatie- of verwijderingsprocedure van belang zou zijn.

#### 7. Informatie m.b.t. nationaliteit en identiteit in het kader van een (opsporings) onderzoek :

Het is ook zinvol identiteits- en nationaliteitsgegevens van de vreemdeling, die werden vastgesteld in het kader van een (opsporings-) onderzoek, ongeacht de aard van dit onderzoek, aan DVZ te bezorgen, omdat een vreemdeling hoe dan ook op een latere datum in aanraking zal komen met één van de directies van Dienst Vreemdelingenzaken i.v.m. zijn verblijfssituatie. Dit geldt ook voor eventuele (kopieën van) documenten die tijdens het onderzoek worden gevonden of voorgelegd, waaruit een nationaliteit of identiteit wordt vastgesteld.

Uiteraard dient het Parket of de onderzoeksrechter toestemming te verlenen aan de politiedienst om deze informatie door te geven, rekening houdend met de wettelijke bepalingen in het kader van de geheimhouding van het onderzoek(3). Het is ook mogelijk dat de magistraat uit eigen initiatief instructie geeft om deze informatie door te geven aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

Mogelijke onderzoeken die uitgevoerd worden door de politiediensten en/of gemeentebesturen, die nuttige informatie kunnen opleveren met betrekking tot de identificatie van een vreemdeling :

- Onderzoek m.b.t. huwelijksintenties vreemdeling : in principe dient de vreemdeling voor de dienst Burgerlijke Stand een aantal documenten voor te leggen of gegevens te verzamelen, die hem in staat stellen te huwen (of samen te wonen); deze documenten kunnen zeer nuttig zijn voor de identificatieprocedure, indien de vreemdeling niet toegelaten wordt te huwen.
- Onderzoek m.b.t. afgesloten schijnhuwelijken : hier zullen normaliter ook een aantal bewijzen moeten voorgelegd worden, die op de identiteit en/of de nationaliteit van de vreemdeling kunnen wijzen.
- Politieonderzoeken : om redenen van openbare orde aangehouden vreemdelingen zijn soms in het bezit van hun originele identiteits- of reisdocumenten, of andere documenten die een aanwijzing op hun identiteit of nationaliteit kunnen zijn, zoals correspondentie van de vreemdeling. Deze documenten zijn in principe ter griffie bij het Parket neergelegd in het kader van het (opsporings)onderzoek. Indien de vreemdeling wordt vrijgesteld en ter beschikking komt van de DVZ, dan zal men moeten overgaan tot de verwijdering van de vreemdeling, indien hij geen recht (meer) op verblijf in België heeft. Alle aanwijzingen die betrokkene kunnen identificeren, en die kunnen meegedeeld worden zonder het geheim van het onderzoek te schaden, kunnen van nut zijn bij de uiteindelijke uitvoering van de verwijderingsmaatregel. Paspoorten en identiteitskaarten van de vreemdeling, die in het kader van dergelijke procedures in beslag genomen zijn, zouden met de vreemdeling moeten volgen indien hij ter beschikking van de Dienst Vreemdelingenzaken komt. Dit is ook belangrijk in de relaties met de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, die niet steeds begrip tonen voor de inbeslagname van originele documenten, die eigenlijk bezit zijn van de overheid van het herkomstland.

#### 8. Informatie ingewonnen tijdens buurtonderzoek :

De wijkinspecteur (maar ook de vreemdelingendienst en de dienst burgerlijke stand) kan soms een schat van informatie m.b.t. nationaliteit en identiteit bezitten, die ook van waarde is voor DVZ.

Uit de contacten met de vreemdeling zelf (bijv. in kader van woonstcontrole na indiening van een regularisatievraag of bij onderzoek i.f.v. huwelijksplannen) kan informatie m.b.t. de taalkennis, de identiteitsdocumenten, de familie,... verworven en verzameld worden, die later van nut kan zijn bij een eventuele identificatie, indien het verblijf van de vreemdeling geweigerd wordt.

Parfois, les voisins de l'étranger concerné peuvent détenir des informations qu'ils transmettent à l'inspecteur de quartier et qui peuvent s'avérer utiles pour la suite du traitement du dossier.

#### 9. Comment ces informations peuvent-elles être transmises à l'OE ?

Le rapport administratif est la première source d'informations importante. Il doit être transmis au Bureau C ou à la Permanence (les coordonnées de ces services sont mentionnées dans le rapport administratif).

Les données récoltées par l'inspecteur de quartier, le service aux étrangers ou les services de l'état civil, peuvent être transmises à l'OE par l'intermédiaire des canaux conventionnels, comme les services Court séjour, Long séjour ou Recherches, qui posent des questions à ces instances dans le cadre de l'enquête administrative sur le dossier de l'étranger. Les informations sur l'identité et la nationalité de l'étranger sont jointes en annexe des données demandées par les différents bureaux d'exécution de l'OE (par exemple, la fiche pour l'enquête sur le mariage blanc) et portent la mention « Informations relatives à l'identité et à la nationalité de l'étranger ».

En annexe de la présente circulaire, vous trouverez quelques coordonnées utiles et importantes pour son application.

#### 10. Fiche d'information

Dans le cadre de l'application de la présente circulaire, une fiche d'information pratique sera établie et distribuée aux services de police. Cette fiche d'information sera mise à jour régulièrement.

Nous vous demandons de bien vouloir diffuser la présente circulaire dans vos services pour suite utile.

Bruxelles, le 29 mai 2009.

La Ministre de la Politique de Migration et d'Asile  
Mme A. TURTELBOOM  
Le Ministre de l'Intérieur  
G. DE PADT

#### ANNEXE 1<sup>re</sup> : Coordonnées utiles

Pour l'exécution pratique de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec la Cellule d'identification de l'Office des Etrangers :

bur\_cid01@ibz.fgov.be – fax : 02-274 66 17

Chef de service : Geert Verbauwhede – geert.verbauwhede@ibz.fgov.be  
tél. 02-793 83 60

Chef de service adjoint : Kris Vanhoecke – kris.vanhoecke@ibz.fgov.be  
tél. 02-793 83 83

Adresse postale : Office des Etrangers – Cellule d'identification, WTC II, chaussée d'Anvers 59B, 1000 Bruxelles.

Pour le contrôle des empreintes digitales, vous pouvez prendre contact avec le Service Printrak de l'Office des Etrangers :

Bur\_prt01@ibz.fgov.be – fax : 02-201 57 24

Chef de service : Jan Moerman – jan.moerman@ibz.fgov.be  
tél. 02-793 91 50

Autre contact : Rita Tuerlinckx — rita.tuerlinckx@ibz.fgov.be,  
tél. 02-793 91 51

Adresse postale : Office des Etrangers – Bureau Printrak, WTC II, chaussée d'Anvers 59B, 1000 Bruxelles.

Tous les éventuels changements de coordonnées seront signalés sur le site Internet « GEMCOM ». Voir <http://www.dofi.fgov.be/gemcom/>

Des informations générales concernant la législation et la coopération avec les services de police et les communes peuvent être consultées respectivement sur les sites Internet <http://www.dofi.fgov.be> et <http://www.dofi.fgov.be/gemcom/>.

Soms kunnen de bureaus van de betrokken vreemdeling ook informatie opgevangen hebben, die zij doorgeven aan de wijkinspecteur, en die nuttig kan zijn bij de verdere afhandeling van het dossier.

#### 9. Hoe kan deze informatie aan DVZ bezorgd worden ?

Het administratief verslag is de eerste belangrijke bron van informatie. Dit rapport dient aan bureau C of de permanentie bezorgd te worden (de contactgegevens van deze diensten staan vermeld op het administratief verslag).

Gegevens die worden ingewonnen door de wijkagent, de vreemdelingendienst of de dienst burgerlijke stand, kunnen via de geijkte kanalen aan DVZ bezorgd worden, zoals bijvoorbeeld de diensten kort verblijf, lang verblijf of opsporingen, die in het kader van het administratief onderzoek van het vreemdelingendossier aan deze instanties vragen stellen. Informatie over de identiteit en de nationaliteit van de vreemdeling worden als bijlage van de door de verschillende DVZ-uitvoeringsbureaus gevraagde gegevens (vb. fiche in kader van onderzoek schijnhuwelijk) toegevoegd met vermelding «informatie m.b.t. identiteit en nationaliteit van de vreemdeling».

Als bijlage van deze omzendbrief vindt u enkele nuttige contactgegevens, die van belang zijn voor de omzetting ervan.

#### 10. Informatiefiche

In het kader van de toepassing van deze omzendbrief zal een praktische informatiefiche opgesteld en onder de politiediensten verdeeld worden. Deze informatiefiche zal op regelmatige basis geactualiseerd worden.

Mogen wij u vragen deze omzendbrief in uw diensten voor nuttig gevolg te willen verspreiden.

Brussel, 29 mei 2009.

De Minister van Migratie- en Asielbeleid  
Mevr. A. TURTELBOOM  
De Minister van Binnenlandse Zaken  
G. DE PADT

#### BIJLAGE : Nuttige contactgegevens

Voor de praktische uitvoering van deze omzendbrief kunt u contact opnemen met de Identificatiecel van de Dienst Vreemdelingenzaken :

bur\_cid01@ibz.fgov.be, fax : 02-274 66 17

Diensthoofd : Geert Verbauwhede – geert.verbauwhede@ibz.fgov.be  
tel. 02-793 83 60

Adjunct-Diensthoofd : Kris Vanhoecke – kris.vanhoecke@ibz.fgov.be  
tel. 02-793 83 83

Postadres : Dienst Vreemdelingenzaken – Identificatiecel, WTC II, Antwerpsesteenweg 59B, 1000 Brussel.

Voor de controle van vingerafdrukken kunt u contact opnemen met de dienst Printrak van de Dienst Vreemdelingenzaken :

Bur\_prt01@ibz.fgov.be – fax : 02-201 57 24

Diensthoofd : Jan Moerman – jan.moerman@ibz.fgov.be  
tel. 02-793 91 50

Ander contact : rita Tuerlinckx — rita.tuerlinckx@ibz.fgov.be  
tel. 02-793 91 51

Postadres : Dienst Vreemdelingenzaken – Bureau Printrak, WTC II, Antwerpsesteenweg 59B, 1000 Brussel.

Indien in de toekomst contactgegevens aangepast zullen worden, zullen die op de website « GEMCOM » vermeld worden. zie <http://www.dofi.fgov.be/gemcom/>

Algemene informatie m.b.t. de wetgeving en omtrent de samenwerking met de politiediensten en gemeentes kunnen respectievelijk geraadpleegd worden op de websites <http://www.dofi.fgov.be> en <http://www.dofi.fgov.be/gemcom/>.

Les empreintes digitales des étrangers en séjour irrégulier doivent être systématiquement transmises au Service d'identification judiciaire de la Police fédérale (S.I.J.) dont vous trouverez les coordonnées ci-dessous :

FGP - DJT - GID

Rue du Noyer 211, 1000 Bruxelles

Tél : 02 – 743 73 50

Fax : 02 – 743 76 05

dgjdt.voortmans@skynet.be

#### Notes

(1) Modèle : voir <http://www.dofi.fgov.be/gemcom/> : ce site Internet est accessible aux communes et aux services de police; si une administration communale ou un service de police n'y a pas encore accès, ils peuvent demander un mot de passe sur le site Internet. Base légale : circulaire du 27.01.1998 du Ministre de l'Intérieur, en application de l'article 74/7 de la loi du 15.12.1980; voir aussi [www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be) (réglementation – circulaires).

(2) Situation : dans le cas des femmes enceintes, un éloignement forcé ne peut plus être effectué à partir de 28 semaines de grossesse. Les informations relatives à un problème médical ou psychologique dont souffre clairement l'étranger, doivent aussi figurer dans le rapport administratif. S'il est en état d'ébriété ou a un grave problème d'hygiène, il faut également le mentionner dans le rapport. Ces informations peuvent ainsi être communiquées automatiquement aux centres fermés pour qu'ils soient au courant des problèmes que pourrait causer l'étranger à son arrivée dans le centre. Dans certains cas, il faudra chercher une solution autre que le maintien.

(3) Les moyens d'optimiser l'échange d'informations avec l'OE dans ce domaine seront examinés avec le Collège des Procureurs généraux.

De vingerafdrukken van onregelmatig verblijvende vreemdelingen dienen ook systematisch bezorgd te worden aan de Gerechtelijke Identificatiedienst van de Federale Politie, waarvan u hier onder de contactgegevens vindt :

FGP - DJT - GID

Notelaarsstraat 211, 1000 Brussel

Tel : 02 – 743 73 50

Fax : 02 – 743 76 05

dgjdt.voortmans@skynet.be

#### Nota's

(1) Model : zie <http://www.dofi.fgov.be/gemcom/> : deze website is toegankelijk voor gemeente- en politiediensten; indien een politiedienst of gemeentebestuur nog geen toegang heeft tot deze website, kan hiervoor een paswoord aangevraagd worden via de website. Wettelijke basis : omzendbrief van 27.01.1998 van de Minister van Binnenlandse Zaken, in toepassing van artikel 74/7 van de wet van 15.12.1980; zie ook [www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be) (reglementering – omzendbrieven).

(2) Toestand : in geval van zwangere vrouwen kan een gedwongen verwijdering niet meer gerealiseerd worden vanaf 28 weken zwangerschap. Indien de vreemdeling een duidelijk medisch of psychologisch probleem heeft, dient dit ook op het administratief verslag vermeld te worden. Indien de vreemdeling dronken is of een ernstig hygiënisch probleem heeft, is dit ook nuttige informatie voor het administratief verslag. Deze informatie kan dan ook automatisch aan de gesloten centra meegedeeld worden, zodat zij weten welke soort problematiek kan voorkomen bij aankomst van de vreemdeling in het centrum. In sommige gevallen zullen alternatieve oplossingen i.p.v. detentie gezocht moeten worden.

(3) Met het College van de Procureurs-generaal zal nagegaan worden in hoeverre de informatie-uitwisseling met DVZ op dit gebied kan geoptimaliseerd worden.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2009/03266]

**Mise en compétition dans la classe A3-conseiller d'un emploi auquel est attachée la fonction de conseiller service delivery (classification des fonctions : IIC023) auprès des Services généraux du Secrétariat général du SPF Finances**

#### I. Objet

En application de l'article 6bis, § 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, l'emploi auquel est attachée la fonction de conseiller service delivery (classification des fonctions : IIC023) est mis en compétition, à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

#### II. Réglementation applicable

L'attribution de cet emploi est réglée par :

- l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;
- l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat;
- l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, tel que modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007;
- l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'Etat;
- les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;
- l'arrêté royal du 19 décembre 2005 fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Finances.

Les nominations sont attribuées dans les limites du plan de personnel 2009.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2009/03266]

**Incompetitiestelling in de klasse A3-adviseur van een betrekking waaraan de functie van adviseur service delivery (functieclassificatie : IIC023) is verbonden bij de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat van de FOD Financiën**

#### I. Onderwerp

Bij toepassing van artikel 6bis, § 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel wordt de betrekking waaraan de functie van adviseur service delivery (functieclassificatie : IIC023) is verbonden, in competitie gesteld op datum van 1 juli 2009.

#### II. Toepasselijke reglementering

- De toekenning van deze betrekking wordt geregeld door :
  - het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;
  - het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel;
  - het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 2007;
  - het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel;
  - de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966;
  - het koninklijk besluit van 19 december 2005 tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De benoeming wordt verleend binnen de perken van het personeelsplan 2009.